



Monsieur le Préfet, Madame la Dasein,
Mesdames et Messieurs les membres du CDEN,

Nous commencerons notre déclaration par saluer la mémoire de Caroline Grandjean enseignante et directrice, morte à cause de la pensée réactionnaire, de la discrimination et du silence de certains.

L'Unsa Education souhaite aujourd'hui rappeler avec force la situation préoccupante de notre département de l'Allier.

Un territoire rural, vieillissant, où la mobilité est difficile puisque les collègues à peine arrivés veulent en sortir pour d'autres départements plus attractifs et où les services publics s'éloignent un peu plus chaque année. Dans de nombreuses communes, l'école est le dernier repère républicain.

Quand elle perd une classe, ce n'est pas seulement une ligne qui disparaît dans un tableau Excel : c'est un morceau de vie locale qui s'éteint.

Le gouvernement a décidé de renforcer le pouvoir des préfets, notamment en matière d'éducation. Pour l'UNSA Éducation les politiques publiques doivent se décider aux niveaux ministériels.

Le ministre (le 5ème depuis janvier 2024) parle d'une moyenne nationale de 21 élèves par classe.

Sur le terrain, on observe plutôt des élèves en grande difficulté, des équipes épuisées. Comment ne pas voir que les élèves d'aujourd'hui ne sont pas ceux d'hier ? Comment ne pas voir que l'École échoue à tenir la promesse républicaine, y compris celle, plus récente, de l'inclusion ? Comment ne pas voir qu'il manque des personnels dans notre département à cette rentrée scolaire, et pas seulement devant les élèves !

L'Unsa Education le répète : derrière les chiffres, il y a des visages, des enfants, des enseignant.e.s. Et c'est eux qu'il faut écouter, pas les tableurs.

Depuis de nombreuses années maintenant, nous assistons à une extinction des RASED, à un manque criant de psychologues scolaires, et à une quasi-disparition du service médical scolaire.

Les enseignant.e.s se retrouvent seuls face à des situations d'élèves qui relèvent du médico-social. Dire que les directeurs et directrices ne sont pas assistants sociaux ne suffit pas à effacer les problèmes auxquels ils sont confrontés au quotidien.

Faute de moyens, c'est une génération entière qu'on laisse sur le bord du chemin.

Pour l'Unsa Education, c'est inacceptable.

UNSA Éducation

L'inclusion, que nous défendons en tant que principe républicain fort, devient dans les faits une inclusion subie, parce qu'elle n'est plus accompagnée. Sans formation adaptée, sans AESH en nombre suffisant, sans coordination, c'est tout le monde qui souffre : les élèves, leurs familles, les enseignants. Des AESH, majoritairement des femmes, dont les conditions de travail ne cessent de se dégrader, pour être payés en général 62 % du SMIC seulement, des élèves qui ont des notifications d'AESH qui se retrouvent avec une aide saupoudrée faute de moyens. Nous réitérons ici en votre présence la demande de création d'une brigade de remplacement pour les AESH, qui ont aussi le droit d'être malades ou en congé maternité sans pour cela pénaliser les élèves qui ont besoin d'eux. Cela paraît indispensable au vu des besoins.

L'Unsa Education demande une inclusion réelle, pas une inclusion d'affichage, avec des moyens en conséquence, et qui ne rajoute pas un handicap aux élèves qui en ont déjà un...

Dans notre département, la situation des directions d'école est également alarmante. Les injonctions multiples et la surcharge administrative sont le quotidien de nos collègues qui ont aussi pour la grande majorité la charge d'une classe.

L'Unsa Education rappelle qu'il faut aussi protéger les personnels : comment lutter efficacement contre la violence scolaire si l'on ignore la souffrance des enseignants ? Les atteintes aux personnes augmentent, les tensions se multiplient, et les équipes s'épuisent. A ce titre, notre baromètre des métiers est révélateur du malaise persistant et du poids qui pèse sur les épaules des personnels de l'Education. En effet, deux personnels sur trois jugent toujours leurs conditions de travail insatisfaisantes ; 58% jugent leur charge de travail trop lourde et pas assez reconnue : on monte à 61% pour les IA-IPR, 63% pour les enseignants, 71% pour les directeurs d'école, 75% pour les personnels de direction, 80% pour les IEN et 100% pour les médecins. Pour ajouter encore du malaise, nos métiers perdent du pouvoir d'achat depuis des années. 57% des collègues qui ont répondu à notre baromètre placent le pouvoir d'achat comme le domaine à améliorer en priorité, en 2025 comme les années précédentes. On dépasse allègrement ce chiffre chez plusieurs catégories de personnels, comme les AESH (+ de 70%). L'absence de reconnaissance financière est une réalité solidement établie : promesses de revalorisation non tenues, gel du point d'indice répétés, suppression de la GIPA, carence et prélèvement quotidien de 10% sur le salaire des malades etc.

Alors l'idée même que Philippe Juvin et sa clique de sénateurs et députés LR demandent de geler l'avancement des fonctionnaires est une ignominie sans nom. L'UNSA Education le rappelle les services publics sont le patrimoine de celles et ceux qui n'en n'ont pas et les fonctionnaires sont celles et ceux qui font encore tenir notre République.

L'école n'est pas un monde isolé : elle reflète une société fragilisée, traversée par la défiance et la violence.

Face à cela, l'Unsa Education appelle à une politique éducative ambitieuse, basée sur la coéducation : école, santé, social, collectivités locales doivent agir ensemble.

Les personnels médico-sociaux — RASED, psychologues, infirmières, assistants sociaux — sont des piliers invisibles de la réussite des élèves. Il faut les réarmer en postes, en moyens et en reconnaissance.

Les suppressions annoncées de plusieurs milliers de postes au niveau national sont une erreur majeure. Elles traduisent une vision purement comptable de l'école, alors que nous avons besoin d'une vision humaine.

Comme le rappelle l'Unsa Education : L'école, ce ne sont pas des chiffres. C'est de l'humain. Pour ne pas le voir, il faut ne pas vouloir le voir. A l'évidence, les décideurs qui mettent leurs enfants dans le privé le savent très bien, comme notre ministre de l'Education Nationale par exemple... L'École publique n'est pas la leur, ils mettent leurs enfants dans le privé, et financent le séparatisme scolaire. A leur yeux, l'Ecole publique représente un coût qu'il faut réduire. Et cela a déjà commencé, sous le ministre Blanquer notamment, dont M. Geffray était le bras droit et qui pourtant observe seulement maintenant que « l'école va mal » sans interroger pour autant sa part de responsabilité dans cette débâcle...

L'école doit redevenir un espace protégé, un lieu d'apaisement et de réussite pour toutes et tous.

L'Unsa Education continuera à porter ces exigences avec détermination, dans un esprit de dialogue, mais avec la conviction que le service public d'éducation mérite mieux que des promesses et des moyennes nationales. Il mérite du respect, des moyens, et de la considération.

Je vous remercie.